

## SÉANCE DE TRAVAIL INTERNE

### Membres de l'Observatoire international de démocratie participative

#### XI<sup>e</sup> conférence de l'OIDP. Lleida, le 6 avril 2011

La séance interne annuelle des associés et des membres partenaires de l'OIDP s'est déroulée dans le cadre de la XI<sup>e</sup> conférence internationale de l'OIDP, qui s'est tenue cette année dans la ville de Lleida, les 6, 7 et 8 avril, et en Andorre, le 9.

#### 1. Bienvenue

Joan Gómez, conseiller municipal de participation de la mairie de Lleida, a ouvert la séance à 9 h 45 en tant que représentant de la Présidence en souhaitant la bienvenue à sa ville y aux associés du réseau. Il a remercié toutes les personnes présentes pour leur assistance à la conférence en mettant en relief le travail accompli par la ville pour les recevoir tout en soulignant les processus de transformation que Lleida est en train de connaître. Il a ensuite raconté aux personnes présentes quelles étaient les origines de la ville ainsi que ses caractéristiques sociales et économiques.

Patrick Bosch, conseiller délégué de participation citoyenne et jeunesse, a souhaité la bienvenue au nom du Comú d'Andorra (municipalité d'Andorre-la-Vieille) aux assistant(e)s à la journée du travail qui devrait avoir lieu le samedi 9 avril. Il a remercié la ville de Lleida de leur avoir donné une telle occasion, en dépit de la brève expérience d'Andorre-la-Vieille dans le domaine de la participation, et il a rappelé la trajectoire intense du service de participation du *Comú* (municipalité d'Andorre) au cours de ses trois années d'existence.

Enfin, Ramon Nicolau, conseiller municipal de la mairie de Barcelone, a souhaité la bienvenue au nom du secrétariat technique du réseau et a expliqué que, cette fois-ci, on allait tenir une séance interne un peu différente des séances habituelles, car, du fait que la séance précédente a eu lieu il y a seulement cinq mois il ne paraissait pas très logique de faire un bilan de l'activité du réseau. Par ailleurs, il a annoncé l'un des points de l'ordre du jour — le renouvellement du réseau du siège du secrétariat technique — en signalant qu'il n'était pas justifié que le secrétariat soit attribué de manière permanente à une ville et que Barcelone apporte tout le soutien nécessaire à n'importe quelle ville souhaitant accueillir le siège du secrétariat technique de l'OIDP. Après cela, et en souhaitant à tous et à toutes une bonne et profitable XI<sup>e</sup> conférence, il a ouvert un tour de questions.

Plinio Zalewski, directeur de gouvernance du secrétariat de coordination politique et de gouvernance locale de la Prefeitura (mairie) de Porto Alegre, a demandé dans quel point de l'ordre du jour figurait la question du renouvellement du secrétariat technique, ce à quoi Ramon Nicolau a répondu que l'on allait d'abord présenter les propositions des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> conférences de l'OIDP, à la suite de quoi le renouvellement du secrétariat technique serait abordé. Ensuite, il a indiqué aux assistant(e)s qu'un exemplaire du Plan directeur municipal de participation citoyenne de la municipalité de Barcelone leur avait été fourni avec la documentation de la réunion.

Antonio Aniesa, responsable des relations internationales de la mairie de Nanterre, sur la base de sa propre expérience en 2007, a remercié la ville de Lleida pour l'effort accompli en vue de l'organisation de la conférence. Il a signalé qu'il avait évoqué le renouvellement du secrétariat technique avec les élus de sa ville et a insisté sur la nécessité d'aborder ce sujet avec sérénité étant donné que le réseau est en train de préparer ses deux prochaines conférences, et qu'il dispose déjà de 10 ans d'expérience et de 500 associés. Il a expliqué que la démocratie participative traverse des moments plutôt difficiles et qu'il s'agit donc d'un bon moment pour faire le bilan en ouvrant un débat serein pour réfléchir à l'avenir de l'OIDP. Par ailleurs, il a également rappelé la nécessité de lier cette réflexion à la CISDPDH et aux CGLU afin d'explorer la possibilité de définir des projets en commun et que les deux réseaux fassent leur chemin ensemble en préservant l'intérêt de la démocratie participative dans le cadre des pouvoirs



locaux. Il a proposé que le secrétariat technique fasse un appel à contributions écrites tout en transmettant l'engagement des élus de Nanterre à travailler à la question.

Plinio Zalewsky a rejoint Antonio Aniesa pour soutenir qu'un débat serein et profond ait lieu au sein du réseau.

En l'absence de divergences à ce sujet, Ramon Nicolau a considéré la question comme close et s'est engagé à faire un appel à la réflexion conjointe à tous les associés du réseau par courriel depuis le secrétariat technique.

## **2. Présentation des contenus de la XII<sup>e</sup> conférence de l'OIDP « Démocratie dans la ville et grandes transformations urbaines ». Porto Alegre (Brésil), 2012**

Plinio Zalewski a mis l'accent sur le grand moment de transformation que Porto Alegre est en train de vivre. Il a parlé de quatre moments importants pour la ville dont les quatre congrès qui s'y sont tenus (en 1993, 1995, 2000 et 2003) en sont le reflet et qui ont permis d'aborder progressivement les différents thèmes d'intérêt qui ont servi à définir une vision partagée de la ville. Il a expliqué qu'en ce moment même on travaille, avec les acteurs non gouvernementaux, au V<sup>e</sup> congrès de la ville (qui doit se tenir en 2014) en mettant tout particulièrement l'accent sur l'intégration systémique des réseaux de participation de la ville.

Il a rappelé la forte tradition participative de la ville de Porto Alegre, que les espaces de participation ont été maintenus en dépit des changements de gouvernement et que le thème du V<sup>e</sup> congrès de la ville — Développement durable et inclusion sociale — aussi bien que son processus d'organisation ont eu une particulière incidence sur la proposition pour la XII<sup>e</sup> conférence OIDP.

Ensuite, il a donné la parole à Adriana Furtado, technicienne auprès du secrétariat de coordination politique et de gouvernance locale de la Prefeitura de Porto Alegre, qui a replacé dans son contexte le travail qui est en train d'être effectué dans sa ville dans le cadre de la démocratie participative ; elle a notamment mis l'accent sur l'étroite relation qui lie Porto Alegre et l'OIDP depuis les origines du réseau et, en particulier, sur sa participation au projet des Observatoires locaux de démocratie participative.

Concernant la proposition de la XII<sup>e</sup> conférence, elle a fortement souligné qu'il s'agit d'une proposition élaborée par le réseau d'acteurs de la ville conjointement avec la Prefeitura et elle a exprimé, au nom de celle-ci, qu'il serait intéressant que la ville puisse garder quelque chose d'un tel évènement. Par la suite, elle a abordé les trois axes de débat se rapportant au thème principal en précisant que le troisième axe, comparé à ceux qui ont été présentés à la séance interne précédente, (México DF, novembre 2010) était nouveau :

1. Planification urbaine et participation.
2. La participation de la population à la construction de « macro-évènements ». Répercussions et participation populaire.
3. Le rôle et les propositions des secteurs économiques pour l'organisation d'une ville bénéficiant de qualité de vie et bien-être.

Quant à la méthodologie, elle a indiqué aux personnes présentes que les séances de travail allaient se dérouler sur la base d'une conférence d'ouverture, d'ateliers pour chacun des trois axes de travail, d'un appel à communications (*call for papers*) en tant qu'outil permettant d'élargir la participation au débat et d'atteindre toutes sortes d'acteurs au-delà des membres stricto sensu (par exemple, les mouvements sociaux), d'un festival de support audiovisuel (réalisé avec le groupe de travail « L'image en tant qu'outil de communication et de participation

») et d'un espace pour le groupe de travail « Ségrégation spatiale et territoriale dans les grands centres urbains » ainsi que pour d'autres réseaux abordant des questions proches de celles de la conférence. L'idée étant de créer des synergies à partir de la confluence de réseaux. En ce qui concerne cette question, elle a commenté les différents *parceiros* (institutions partenaires) que Porto Alegre a réussi à impliquer jusqu'à présent dans la XII<sup>e</sup> conférence : l'Universidad Federal de Rio Grande do Sul, la Pontificia Universidad de Rio Grande do Sul, l'Observatório de las Metropoles, la cámara de vereadores, le CES de la Universidad de Coimbra, entre autres.

Adriana Furtado a ajouté que, dans le cadre de la ville elle-même, on encouragera, tout au long de l'année 2011, une réflexion et un débat sur les sujets abordés à la conférence qui seront conduits dans trois espaces : dans les régions du budget participatif, au cours du festival de cinéma et dans le cadre du V<sup>e</sup> congrès de la ville.

Quant à la participation attendue, Adriana Furtado a donné un chiffre estimatif de 1 200 personnes, car la ville compte déjà un nombre de 1 000 délégués en matière de budget participatif.

Enfin, elle a évoqué des questions de chronogramme et a demandé avec insistance aux personnes présentes d'apporter leurs contributions afin d'être en mesure de présenter au mois de juin un programme préliminaire de l'évènement. Étant donné le peu de temps disponible pour aborder cette question, elle a invité les participants à une réunion présentielle au mois de novembre à Porto Alegre (en profitant de l'occasion du X<sup>e</sup> congrès de Metropolis) afin de traiter cette question et d'autres concernant la XII<sup>e</sup> conférence OIDP. Pour ce qui est de la date de célébration, la proposition est restée ouverte, bien qu'elle ait annoncé que Porto Alegre considèrerait la possibilité que ce soit au mois d'avril comme la meilleure option.

À la fin de la présentation, Adriana Furtado s'est mise à la disposition des autres membres du réseau assistant à la réunion pour répondre à leurs éventuelles questions.

Antonio Aniesa a communiqué que les dates d'avril et de mai sont mauvaises pour la France parce qu'elles coïncident avec divers processus électoraux, ce qui fait qu'il est difficile de convoquer les élus pour assister à la XII<sup>e</sup> conférence OIDP. Elle a ajouté qu'il faudrait incorporer la perspective des villes périphériques pour avoir une approche plus riche du thème central de la conférence. Adriana Furtado a repris à son compte la suggestion qui lui a été faite pour la faire figurer dans la proposition de contenus et a invité toutes les personnes présentes à apporter leurs propositions de possibles conférenciers par l'intermédiaire du secrétariat technique.

M<sup>a</sup> Luisa Blanco, conseillère de participation de la municipalité de Las Palmas de Gran Canaria, a félicité Porto Alegre pour l'intérêt thématique de la proposition ; en particulier, à la vue des derniers événements survenus dans les pays du Maghreb et vu la situation de crise et des taux élevés de chômage en Espagne, elle a fait l'éloge du bien fondé de l'approche qui envisage aussi les transformations urbaines sous la perspective de l'inclusion sociale. Par ailleurs, elle a félicité Porto Alegre pour la manière d'élaborer la proposition et a affirmé que, souvent, on constate des différences entre les citoyen(ne)s et les élu(e)s pour ce qui a trait à la conception de leur propre réalité. À propos de cette question, elle a souligné l'importance d'inclure la perspective démocratie participative-démocratie représentative dans la conception de la proposition.

Nelson Dias, présidente de l'Association In Loco, a affirmé que les exemples de transformations urbaines souvent ne sont pas très bons, en particulier parce qu'ils dissimulent les processus parallèles de ségrégation et de déplacements de la population. C'est justement pour cette raison, et en tant qu'élément d'amélioration, qu'elle a mis l'accent sur la nécessité de rendre compte aussi des mauvais exemples. Adriana Furtado est tombé d'accord avec Nelson Dias sur le bien-fondé de l'observation. Quant à elle, et à propos de cette question, Plinio Zalewski a ajouté l'importance de tenir compte du fait que la ville de Belo Horizonte bénéficie d'une expérience considérable et très intéressante dans le domaine de l'inclusion numérique et a fait



mention de la conférence de Nanterre dont le principal thème a été de s'interroger sur les raisons pour lesquelles la population ne participe pas. Les assistant(e)s ont également été informé(e)s qu'on leur avait distribué du matériel de divulgation sur la proposition de la XII<sup>e</sup> conférence et sur le V<sup>e</sup> congrès de la ville.

Adriana Furtado a remercié toutes les personnes présentes. Ramon Nicolau a remercié les représentants de Porto Alegre pour leur présentation qui fixait le mois de juin comme délai pour que, conjointement avec le Comité de coordination OIDP, la ville de Porto Alegre présente une date définitive pour la réalisation de l'évènement. Après quoi, il a abordé le point de l'ordre du jour suivant.

### **3. Présentation de la candidature du conseil de district de Carnide (Lisbonne) en vue d'accueillir la XIII<sup>e</sup> conférence et d'être le siège de la présidence pour l'année 2013**

Paulo Quaresma, président de la Junta de Freguesia (conseil de district) de Carnide, a commencé son intervention en soulignant que l'institution qu'il représente fait partie du réseau et participe activement à ses activités depuis 2007, raison pour laquelle il est tout à fait imprégné par la culture OIDP.

À la suite d'une brève présentation de la Freguesia de Carnide, il a expliqué que depuis 2004 — moment où le processus du budget participatif a été engagé — le territoire a énormément changé et la Freguesia a travaillé avec acharnement pour impliquer les citoyens et les citoyennes dans les processus de participation. Ceci les a conduits, a-t-il affirmé, à être en mesure de présenter aujourd'hui cette proposition d'organiser la XIII<sup>e</sup> conférence de l'OIDP.

Il a confirmé la proposition de candidature pour devenir le siège de la Présidence pour 2013, présentée lors de la séance interne de la ville de México (tenue le 17 novembre 2010). Il a également confirmé l'engagement du président de la Câmara Municipal (mairie) de Lisbonne, M. Antonio Costa — à son tour élu vice-président des CGLU en novembre dernier à México —, à participer à son organisation. Dans le même sens, il a également souligné l'engagement de l'Assemblée municipale de Lisbonne ainsi que celui d'autres organisations nationales, d'institutions éducatives et du mouvement populaire. Il a enfin expliqué que l'on continuera à travailler avec ces groupes et que l'on portera une attention toute particulière à l'implication des citoyen(ne)s pour mener à bien une conférence qui soit le plus participative possible.

L'heure des questions et des commentaires étant arrivée, Adriana Furtado a demandé s'il était possible de préciser les sujets abordés à la conférence. Paulo Quaresma a répondu que le thème central sera celui des bonnes pratiques du mouvement associatif avec ses potentialités et ses limites.

M<sup>a</sup> Luisa Blanco a commenté que la proposition lui paraissait très intéressante, car elle considérait qu'il était important d'aborder la relation entre les pouvoirs publics et le mouvement populaire. Elle a souligné la nécessité de récupérer les centres civiques en s'appuyant sur les mouvements populaires ainsi que valoriser le rôle du marché et des entreprises quant à l'ensemble de cette question, et ce, afin d'analyser ce qu'il faut faire pour intégrer d'une manière équilibrée les différents scénarios existants.

Ramon Nicolau a fait part aux représentants de Carnide de l'intérêt que la ville de Barcelone porte aux sujets proposés pour la XIII<sup>e</sup> conférence. Il les a informés que le Premier congrès des associations de Barcelone s'est tenu en 2002 et que le principal sujet abordé a été la restructuration des systèmes de participation de la ville ; il a également indiqué que le second congrès est en train de se tenir en 2011 et que, à cette occasion, le principal sujet abordé est celui du financement, des espaces et de la reconnaissance des associations. On s'intéresse aussi





à quels sont les soutiens que l'administration publique fournit au mouvement populaire ou encore à l'existence des phénomènes NIMBY (*Not In My Back Yard*).

Enric Francès, vice-président du Consell Municipal d'Associacions de Barcelona (Conseil municipal des associations de Barcelone), s'est adressé à M<sup>re</sup> Luisa Blanco pour l'informer que, dans le cadre du second congrès, on est justement en train de mener une réflexion sur le thème de la participation dans des espaces comme les centres civiques. Sur la question de la gestion économique des espaces de participation par les associations, il a signalé que la réflexion sur cet aspect constitue l'une des questions à traiter à l'avenir.

Paulo Quaresma a prôné la nécessité de parler de la question du renouvellement du mouvement associatif et c'est pour cela que sa proposition va au-delà du modèle associatif traditionnel et englobe le débat sur les nouvelles formes d'association telles que les groupes informels.

Antonio Aniesa a souligné l'intérêt de la thématique en mettant sur la table le fait que nous avons un défi à relever — à l'instar de ce qui s'est passé à Reggio Emilia avec les jeunes —, à savoir que les mouvements sociaux de Carnide s'impliquent dans la conférence et, en même temps, que les mouvements sociaux des différentes villes associées du réseau en fassent autant. Il a ajouté à cela une réflexion : les villes doivent-elles inviter aussi les associations qui sont en situation de conflit avec le pouvoir local ? Il faudrait que ce soit le cas si l'on veut relever défi d'aborder la participation dans les espaces associatifs.

Roberta Pavarini, présidente de la septième circonscription du Comune (mairie) de Reggio Emilia, a également montré son intérêt pour la thématique choisie par Carnide et elle a rejoint la position d'Antonio Aniesa quant à la nécessité essentielle de reconnaître les erreurs et d'apporter au débat des expériences qui n'ont pas réussi ; et, dans cet ordre d'idées, elle a aussi insisté sur la nécessité d'ouvrir un espace de réflexion sur l'avenir du réseau en ce qui concerne le renouvellement du secrétariat technique.

Enric Francès, pour sa part, a fait savoir à Antonio Aniesa et à toutes les personnes présentes que le conseil qu'il préside est un espace composé aussi bien d'associations proches du gouvernement local que de celles qui les contestent et que, en raison de la faible participation à toutes les élections, l'associationnisme doit être perçu comme une voie permettant d'améliorer la démocratie participative. Après quoi, il a évoqué qu'il a lui-même assisté, au nom du mouvement associatif de Barcelone, à la conférence de La Paz, à Reggio Emilia, à México et, maintenant, à Lleida et que si l'on veut garder la bonne note obtenue à Reggio Emilia, quant à la participation des jeunes, on devrait continuer à travailler dans cette même ligne.

Pour clore ce point, Ramon Nicolau a rappelé à toutes les personnes présentes que l'OIDP représente aussi les organisations de la société civile et que, par conséquent, la proposition de Carnide s'ajuste parfaitement aux paramètres de l'OIDP. Il a ensuite invité les personnes présentes à poser leurs questions ou à faire leurs commentaires dans le débat au point suivant de l'ordre du jour.

#### **4. Présentation de candidatures pour la rénovation du siège du secrétariat technique de l'OIDP pour la période 2012-2015**

Eva García Chueca, en représentation des CGLU, a signalé l'importance d'articuler les différents réseaux existants et, en particulier, d'intégrer l'OIDP dans d'autres espaces déjà existants.

Adriana Furtado a proposé d'envisager un secrétariat technique partagé entre l'Europe et l'Amérique latine en ajoutant que la ville de Porto Alegre va considérer cette possibilité, mais que, pour l'instant, ils ne peuvent pas encore prendre une décision à ce sujet.



Antonio Aniesa a insisté sur la nécessité d'analyser la situation sereinement et sur la nécessité de réfléchir ensemble aux avantages et à l'utilité des réseaux. Il a remercié la ville de Barcelone pour les efforts réalisés pendant ces années à la tête du secrétariat technique en rappelant que, sur la base de son expérience en tant que responsable du FAL-P, il pense qu'il n'est pas du tout aisé d'articuler un réseau de manière collective. Il a ajouté que, bien qu'à l'heure actuelle il soit nécessaire de chercher de nouvelles voies, à son avis, Barcelone avait relevé le défi. En faisant le bilan des dix années d'existence de l'OIDP, il a expliqué que le réseau avait permis de développer l'échange d'expériences sur la démocratie participative. Il a également ajouté au fil de cette question que le moment est venu d'asseoir à une même table élus et techniciens pour analyser ensemble où se trouve et dans quelle direction évolue la participation citoyenne à l'échelle mondiale. C'est-à-dire, il faut voir ce que l'OIDP nous a apporté et, avec ces éléments, évaluer quelle direction l'on veut prendre. Enfin, il a indiqué qu'il faut aussi réunir l'OIDP avec d'autres réseaux afin d'analyser de quelle manière on peut intégrer le travail effectué. Il a informé les assistants qu'à l'heure actuelle on a procédé à la mise en place, dans les CGLU, d'un espace de redéfinition stratégique de l'organisation et que les CGLU peuvent constituer une nouvelle voie pour l'OIDP, car, pour la première fois, cette organisation envisage la nécessité de créer un observatoire de la démocratie locale. Il faudrait donc étudier la manière d'intégrer l'OIDP dans ce cadre. C'est la raison pour laquelle il a conclu en insistant sur l'importance de mener une réflexion interne sur ce que la participation dans un réseau international a apporté à chacun des membres du réseau.

Andrés Falck, en représentation du FAMSI (Fonds andalous des municipalités pour la solidarité internationale), a d'abord remercié les organisateurs pour la possibilité qui lui a été donnée de participer à cette réunion, même si l'entité qu'il représente n'est pas un membre officiel de l'OIDP. Ensuite, il a expliqué aux assistant(e)s que, dans le cadre du Forum social mondial et du Forum des autorités locales qui se sont tenus en février dernier à Dakar, la rencontre de la Plateforme mondiale des budgets participatifs avait été organisée. Il a souligné la forte présence de participants du monde entier — et en particulier de villes et d'organisations africaines — et le fait qu'à l'occasion de cette rencontre la revitalisation d'un espace de réflexion sur les budgets participatifs au niveau mondial a été réclamée. Il a ajouté que la prochaine rencontre de la Plateforme se tiendra au mois de juin, à Bogotà, et que l'on y abordera non seulement les sujets internes, tels que l'organisation de la Plateforme, mais aussi des questions d'intérêt général, telles que la révision de la Déclaration de Málaga. Dans le but de renforcer la collaboration et le travail articulés des différents réseaux internationaux, il a invité l'OIDP à participer à cette rencontre.

Par ailleurs, Plinio Zalewski a mis en relief que, plutôt que travailler pour élire un nouveau siège pour le secrétariat technique, il devient indispensable de chercher une manière de permettre aux villes de l'OIDP de travailler ensemble entre une conférence et une autre. Il a donné comme exemple les groupes de travail liés au projet des OLDP qui ont élaboré les trois guides méthodologiques et, en particulier, la boîte à outils. Il a envisagé la possibilité de constituer une plateforme de collaboration au sein du site en vue de pouvoir partager. En effet, l'expérience nous montre que l'OIDP a produit une grande quantité de matériel, mais que ce matériel n'a pas été suffisamment partagé. Il a fait référence aux conférences comme des moments où se déroule le débat principal, mais il a insisté sur la nécessité de réfléchir sur le réseau lui-même ainsi que sur le travail conjoint entre les villes.

Glòria Meler, directrice du programme de participation et d'associationnisme de la municipalité de Barcelone, a précisé que, bien qu'il soit nécessaire de trouver de nouvelles voies, il ne faut pas oublier qu'après le projet des OLDP plusieurs groupes de travail ont vu le jour et sont allés de l'avant grâce à l'intérêt des villes qui les ont constitués, mais aussi grâce au soutien du secrétariat technique. Consciente que la situation présente a changé, elle évoque la nécessité que le plus grand nombre possible de villes OIDP s'impliquent dans le débat concernant l'avenir du réseau et le choix de la ville qui va accueillir le nouveau siège du secrétariat technique. Il a conclu en signalant qu'il faut encourager et développer le débat existant, mais insuffisant



aujourd'hui dans le réseau, afin de traiter cette question en veillant à obtenir l'implication et la présence des représentants politiques des villes membres de l'OIDP.

Adriana Furtado a proposé de poursuivre le débat au mois de novembre à Porto Alegre en profitant de la tenue du X<sup>e</sup> congrès mondial de Metropolis.

Ramon Nicolau, revenant sur les différentes interventions, a indiqué que le secrétariat technique continuera d'encourager le débat sur cette question par la voie d'Internet au cours des prochains mois et formalisera l'appel adressé à tous les associés pour participer au débat présentiel de novembre, à Porto Alegre. Après quoi, il a ouvert la séance au point suivant de l'ordre du jour.

## 5. Bilan de la 10<sup>e</sup> conférence OIDP. Contributions au document élaboré par México DF

Il a informé les personnes présentes que le bilan allait se faire en s'appuyant sur le document élaboré par le gouvernement de la ville de México, qui avait été envoyé au préalable par courriel avec la documentation de la réunion. Ramon Nicolau a justifié la faible participation internationale en invoquant le fait que les dates de la conférence (novembre 2010) ont coïncidé avec le début de la montée de la crise et, donc, avec les restrictions budgétaires de bon nombre d'administrations locales et d'organisations qui appartiennent à l'OIDP. En outre, il a ajouté que la tenue du III<sup>e</sup> congrès mondial des CGLU a considérablement réduit la présence d'associés du réseau à la X<sup>e</sup> conférence.

Après cela, il a ouvert un tour de paroles.

Paulo Quaresma a expliqué que faire coïncider les deux événements n'a pas été très positif pour garantir la présence des villes membres des deux réseaux à la X<sup>e</sup> conférence, puisque la tenue du III<sup>e</sup> congrès s'est faite au détriment des activités de l'OIDP. Il a d'ailleurs signalé qu'il a été très déçu par l'absence de nombreuses villes et d'élus au moment du débat sur le texte de la Déclaration finale.

Antonio Aniesa s'est montré d'accord avec Paulo Quaresma. Il a cependant expliqué que lorsque l'OIDP a décidé d'organiser la X<sup>e</sup> conférence à México DF, il était prévu que le III<sup>e</sup> congrès mondial des CGLU se tienne au Chili. Le fait que, par la suite, México DF devienne le siège de la rencontre des CGLU a rendu plus difficile de combiner les agendas des deux événements. Il a en outre ajouté qu'à son avis la thématique de la conférence était trop vaste et que, de ce fait, la proposition n'attirait pas suffisamment les villes. Il a mis l'accent sur l'importance de trouver des sujets appropriés susceptibles de capter l'attention et l'intérêt des gouvernements locaux. Il a enfin rappelé la nécessité que ce soit justement la ville d'accueil de la conférence qui se mobilise dans le but d'atteindre un haut niveau de participation locale.

M<sup>a</sup> Luisa Blanco a signalé que pour développer la participation, il faut, d'une part, des ressources (humaines, techniques, diffusion, économiques, etc.) et, d'autre part, que l'OIDP devienne, pour les villes organisatrices d'événements, un véhicule leur permettant d'atteindre le public auquel elles n'ont pas accès et reste toujours un instrument important d'appui et de soutien des projets en cours.

Avec cette intervention, Ramon Nicolau a conclu la séance interne à 12 h 35 en assurant la transition vers la réception organisée par le maire de Lleida au Palacio de la Paeria ainsi que prévu par la mairie de Lleida en vue de recevoir les membres du réseau.

## 6. Participants



### 30 personnes. 23 membres.

- Joan Gómez. Conseiller municipal de participation citoyenne de la mairie de Lleida.
- Patrick Bosch. Conseiller délégué de participation citoyenne et jeunesse du Comú d'Andorra La Vella.
- Ramon Nicolau. Conseiller municipal de la mairie de Barcelone.
- Glòria Meler. Directrice du programme de participation et d'associationnisme de la mairie de Barcelone.
- Àngel Aragues. Secrétaire du CMAB (Conseil municipal des associations de Barcelone), mairie de Barcelone.
- Enric Francès. Vice-président du CMAB (Conseil municipal des associations de Barcelone).
- Alfons Molons. Premier adjoint au maire de la municipalité d'Arenys de Munt.
- Josep Pons. Responsable d'action participative de la mairie de Lleida.
- María Luisa Blanco Roca. Conseillère municipale de participation de la mairie de Las Palmas de Gran Canaria.
- Marcos Infante. Technicien de participation de la mairie de Las Palmas de Gran Canaria.
- Christian Vergalli. Conseiller municipal de la septième circonscription du Comune di Reggio Emilia.
- Roberta Pavarini. Présidente de la septième circonscription du Comune di Reggio Emilia.
- Abelardo Pérez. Représentant, en Europe, de la PDCI (Initiative culturelle pro-démocratie participative, Inc.).
- Guida Obrador. Technicienne du bureau de participation citoyenne de la Diputació de Barcelona.
- Nelson Días. Présidente de l'Association In Loco.
- Paulo Quaresma. Président de la Junta de Freguesia de Carnide.
- João Oliveira. Coordonnateur de gestion conjointe et de culture de la Junta de Freguesia de Carnide.
- Antonio Aniesa. Responsable des relations internationales de la mairie de Nanterre.
- Joan Font. Coordonnateur de projets européens de DEMA (Departament d'Estudis dels Medis Actuals).
- Lúdia Lluís. Conseillère municipale de la mairie de Pineda de Mar.
- Xavi Rodríguez. Technicien du département Citoyenneté de la mairie de Pineda de Mar.
- Eva García Chueca. Secrétaire technique et exécutive de la Commission d'inclusion sociale, de démocratie participative et de droits de l'homme des CGLU (Cités et gouvernements locaux unis).
- Rosma Fernández. Directrice de la FEMP (Fédération espagnole des municipalités et des provinces).
- Anastasio Castizo. Responsable du service de participation de la mairie de Séville.
- Plinio Zalewski. Directeur de gouvernance du secrétariat de coordination politique et de gouvernance locale de la Prefeitura de Porto Alegre.
- Adriana Furtado. Technicienne auprès du Secrétariat de coordination politique et de gouvernance locale de la Prefeitura de Porto Alegre.
- Cristóbal González. Chef de service de participation citoyenne de la mairie de Santa Coloma de Gramenet.
- Tatiana Mansilla. Responsable technique de participation de la mairie de Castelldefels.
- Silvana Veloso. Directrice de l'inclusion numérique de Prodabel, entreprise d'informatique et société de l'information de la Prefeitura de Belo Horizonte.





- Andrés Falck. Representant du FAMSÍ (Fonds andalous des municipalités pour la solidarité internationale).
- Laia Vilademunt. Secrétariat technique de l'OIDP.

